

N° COSI : 460 209


N° DE PROJET : 25-02-009

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**GUYANE – REGINA – 3EME REI
CAMP SZUTS
REHABILITATION DE L'ORDINAIRE DU CEFE**

CAHIER DES **C**LAUSES **T**ECHNIQUES **P**ARTICULIERES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

	MAITRISE D'ŒUVRE	Direction d'infrastructure de la défense de Cayenne Division projets / Pôle maîtrise d'œuvre Quartier de la Madeleine - CS 56019 97306 CAYENNE CEDEX Téléphone : 05.94.39.55.25
-------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

SOMMAIRE

(Clauses communes à tous les lots)

ARTICLE DG 1. - Présentation de l'opération	
DG 1.1. - Objet de l'opération	
DG 1.3. - Description de l'ouvrage	
DG 1.4 - Calendrier de l'opération.....	
ARTICLE DG 2. - Allotissement.....	
ARTICLE DG 3. - Documents	
DG 3.1. - Documents techniques applicables au marché.....	
DG 3.2. - Plans joints au marché	
DG 3.3. - Autres documents joints au marché.....	
ARTICLE DG 4. - Pièces à fournir par chaque titulaire du marché.....	
DG 4.1. - Pendant la période de préparation des travaux	
DG 4.2. - Avant exécution des travaux.....	
DG 4.3. - En cours d'exécution des travaux	
DG 4.4. - Après achèvement des travaux : dossier des ouvrages exécutés.....	
ARTICLE DG 5. - Contrôle technique	
ARTICLE DG 6. - Essais et controles	
ARTICLE DG 7. - Prescriptions générales d'exécution.....	
DG 7.1. - Préambule	
DG 7.2. - Contenu du prix du marché et prestations	
DG 7.3. - Voie d'accès au chantier.....	
DG 7.4. - Hypothèses de calculs.....	
DG 7.5. - Exigences fondamentales.....	
DG 7.6. - Qualité des matériels et matériaux mis en place.....	
DG 7.7. - Règles d'exécution générales.....	
DG 7.8. - Réservations.....	
DG 7.9. - Interfaces	
DG 7.10. - Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers	
ARTICLE DG 7.11. - Gestion des déchets de chantier	
ARTICLE DG 8. - Prévention contre l'incendie	
ARTICLE DG 9. - Installation de chantier	
DG 9.1. - Clôture de chantier	
DG 9.2. - Panneau de chantier	
DG 9.3. - Conditions d'accessibilité au chantier	
DG 9.4. - Raccordement aux réseaux.....	
DG 9.5. - Signalisation	
ARTICLE DG 9.6. - Réunions de chantier.....	
ARTICLE DG 10. - Nettoyage et protection des ouvrages	
DG 10.1. - Remise en état des lieux	

ARTICLE DG 1. - PRESENTATION DE L'OPERATION

DG 1.1. - Objet de l'opération

Afin de se mettre en conformité vis-à-vis des normes sanitaires, l'objet de l'opération consiste à réhabiliter l'ordinaire du CEFE situé à Régina, sur le Camps Szuts. Cela sera fait permis par une démolition partielle et sa reconstruction avec des matériaux adaptés au site. La distribution intérieure sera repensée afin de satisfaire les exigences sanitaires d'un ouvrage de ce type. La couverture sera remplacée à neuf sur la totalité du bâtiment.

L'ensemble des prestations sera rémunéré par un prix global et forfaitaire pour tous les lots.

L'opération est découpée en :

- un marché de coordination de sécurité et protection de la santé de 1^{ère} catégorie ;
- un marché de contrôle technique ;
- un marché de travaux, **objet du présent CCTP**.

DG 1.3. - Description de l'ouvrage

1.3.1. - Terrain d'emprise

Le terrain d'emprise se situe au Camp Szuts, situé sur la commune de Régina.

1.3.2. - Travaux à réaliser

L'opération globale comprend les ouvrages suivants :

- Démolition :
 - l'ensemble de la charpente et couverture du bâtiment 010.
 - depuis les élévations jusqu'à la fondation de la zone réfectoire/distribution et production du bâtiment 010
 - complète des locaux n°007, 008 et 009 du bâtiment 011
- Remise en peinture des élévations non démolie du bâtiment 010
- Reconstruction complète des zones distribution, production et stockage alimentaire du bâtiment 010 (fondations, gros œuvre, revêtement de sol, élévations, plomberie, électricité, climatisation, charpente, couverture, menuiserie, ...)

DG 1.4 - Calendrier de l'opération

Les travaux de la présente opération seront réalisés sur **9 mois** à partir de l'OS de démarrage, avec une période préparation exclu de 6 mois. :

Pour chaque lot, la durée cumulée des tâches du lot correspond à la durée proposée par l'Entreprise dans l'Acte d'Engagement.

ARTICLE DG 2. - ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté en 4 lots :

Lot N°	DESIGNATION
1	Démolition – TCE
2	Voirie réseaux divers
3	Chambres froides, Cloisonnement thermique, Électricité, Plomberie sanitaire
4	Charpente - Couverture

L'ensemble des CCTP des lots 1, 2, 3, 4 et 5 sont décrits dans les pièces associées.

ARTICLE DG 3. - DOCUMENTS

DG 3.1. - Documents techniques applicables au marché

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché.

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P.

Les documents techniques applicables au projet sont les suivants :

- les présents CCTP ;
- les documents énoncés dans l'article 2 du CCAP ;
- les documents publiés par le C.S.T.B. et relevant de la procédure de l'avis technique.

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

DG 3.2. - Plans joints au marché

Un carnet de plans est joint au présent marché : ils sont au nombre de 04.

DG 3.3. - Autres documents joints au marché

- étude géotechnique G2 AVP ;
- plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

ARTICLE DG 4. - PIECES A FOURNIR PAR CHAQUE TITULAIRE DU MARCHE

Les documents suivants sont à fournir.

DG 4.1. - Pendant la période de préparation des travaux

- le planning détaillé des travaux ;
- le PPSPS ;
- l'attestation de formation AIPR des personnels intervenants ;

- la décomposition détaillée du prix forfaitaire ;
- les dispositions particulières pour le stockage des matériels.

DG 4.2. - Avant exécution des travaux

Il est précisé que le visa donné par le Maître d'œuvre n'atténue en rien la responsabilité du titulaire dans la bonne tenue des ouvrages ou le fonctionnement des matériels.

Toutes exécutions prématurées, faute d'avoir en temps utile soumis les plans au visa du Maître d'œuvre, s'effectueraient sous la seule responsabilité du titulaire et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à leur charge, y compris les conséquences de retard sur le planning des travaux.

Le titulaire ne pourra employer des matériaux autres que ceux prévus dans le CCTP, que sous réserve d'en avoir reçu l'autorisation écrite du Maître d'œuvre. L'inobservation de cette prescription pourra entraîner sur ordre du Maître d'œuvre la démolition et la reconstruction des ouvrages en cause, et ceci aux frais du titulaire.

Le maître d'œuvre pourra exiger la présentation des justifications de provenance ou de qualité des matériaux mis en œuvre sur le chantier.

DG 4.3. - En cours d'exécution des travaux

L'entrepreneur fournira les plans des modifications éventuelles avec notices justificatives.

DG 4.4. - Après achèvement des travaux : dossier des ouvrages exécutés

Dès la réception, chaque titulaire de marché devra fournir au Maître d'œuvre :

- les plans de récolement et autres documents conformes à l'exécution - trois (3) tirages de chaque plan, pliés au format A4 ;
- les notices techniques de fonctionnement, nomenclature et séquences d'entretien des matériels installés, conformément aux prescriptions des normes françaises en vigueur en trois (3) exemplaires.

L'ensemble des plans sera fourni sur support informatique (USB), le logiciel utilisé devra être compatible avec celui du Maître d'œuvre (à savoir "Microstation" d'Intergraph) format *.dxf ou *.dwg (autocad) ou *.dgn (microstation).

La non fourniture de ces documents, précisés ci-avant, fera obstacle à la réception et fera l'objet d'une retenue définie au CCAP.

4.4.1. - Présentation du dossier des ouvrages exécutés

Présentation générale :

- langue française, y compris documentations techniques,
- textes dactylographiés, à l'exception éventuelle des notes de calculs,
- préambule de présentation générale, avec nomenclature complète de tous les documents figurant dans le sous-ensemble,
- sous-ensembles reliés de façon robuste, permettant une consultation facile de chaque document.

ARTICLE DG 5. - CONTROLE TECHNIQUE

Bien que le marché ne soit pas soumis au contrôle technique, une mission de type L, S, F, et ENV sera assurée par la SAS APAVE INFRASTRUCTURE ET CONSTRUCTION FRANCE.

ARTICLE DG 6. - ESSAIS ET CONTROLES

Les conditions dans lesquelles sont réalisés les essais de contrôle et les épreuves sont définies aux articles 24 et 38 du CCAG TVX.

La nature des essais et contrôles est définie dans les différentes sections techniques des CCTP. Ils sont à la charge du titulaire, sous contrôle du Maître d'œuvre.

ARTICLE DG 7. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

DG 7.1. - Préambule

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- s'être, (visite obligatoire), rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

DG 7.2. - Contenu du prix du marché et prestations

Les prestations à la charge de chaque entrepreneur, titulaire d'un lot, dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- l'établissement des plans d'exécution ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;

- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

DG 7.3. - Voie d'accès au chantier

La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

DG 7.4. - Hypothèses de calculs

7.4.1. - Données climatiques

Les surcharges climatiques seront conformes à celles définies dans les règles Eurocode 1.

Situation de l'ouvrage :

- altitude : < 200 m
- vent : région 1,
- site : exposé.

7.4.2. - Hypothèses de calculs

Les hypothèses de calculs sont :

- Eurocode 0 (EN 1990), base calcul des structures ;
- Eurocode 1 (EN 1991), actions sur les structures ;
- Eurocode 2 (EN 1992), calcul des structures en béton ;
- Eurocode 3 (EN 1993), calcul des structures en acier ;
- Eurocode 5 (EN 1995), calcul des structures en bois ;
- Eurocode 6 (EN 1996), calcul des ouvrages en maçonneries ;
- Eurocode 7 (EN 1997), calcul géotechnique.

La fissuration sera considérée comme très préjudiciable pour les fondations, préjudiciable pour l'enveloppe des bâtiments et peu préjudiciable pour la structure intérieure des bâtiments.

7.4.3. - Règles parasismiques

Les ouvrages sont situés dans une zone de sismicité négligeable (zone 0).

7.4.4. - Exposition aux risques naturels

Les ouvrages ne sont exposés à aucun risque particulier.

7.4.5. - Protection incendie

Les éléments de structure seront dimensionnés afin de respecter les degrés minimums de stabilité au feu et coupe-feu ci-dessous :

- structure porteuse : stable au feu de degré 1 heure ;

DG 7.5. - Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;

- la protection contre le bruit ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :
- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

DG 7.6. - Qualité des matériels et matériaux mis en place

L'ensemble des matériaux et matériels, mis en œuvre au titre du présent marché, seront **neufs, de première qualité**, et sous garanties.

Si le maître d'œuvre a indiqué des références de matériaux qui ont été choisies en fonction de divers facteurs : qualité, robustesse, fonctionnement. L'entreprise peut proposer des équivalences. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser ces équivalences sans possibilité d'augmentation des prix remis par l'entreprise.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

7.6.1. - Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées ;
- les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le

concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : «Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables».

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

7.6.2. - Produits et procédés innovants

7.6.2.1. - Appréciation technique d'expérimentation (ATex)

L'ATex est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

7.6.2.2. - *Evaluation technique européenne (ETE)*

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant (s'il s'agit donc d'une approche volontaire), sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Les caractéristiques essentielles évaluées sont convenues entre le fabricant, pour l'usage prévu du produit, et l'organisme d'évaluation technique. L'ETE entraîne l'établissement d'une déclaration de performance par le fabricant et le marquage CE du produit.

7.6.2.3. - Evaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail.

C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

7.6.2.4. - Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation durable donnée,
- une réduction de ses contrôles de réception ,
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

Le classement d'un produit, de ses performances principales, permet de faciliter le choix, fait par le prescripteur, du produit au regard des contraintes ou sollicitations d'usage applicables.

7.6.3. - Garantie du constructeur

Lorsqu'un matériau ou équipement fait l'objet d'une garantie du constructeur, l'entrepreneur fournira l'attestation correspondante.

7.6.4. - Echantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre.

DG 7.7. - Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

DG 7.8. - Réservations

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur en charge du lot N° 1.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés (lots N° 2, N° 3, et Lot 04) et leurs sous-traitants) devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

Les passages de canalisations dans les ouvrages en béton armé seront réalisés sous fourreaux.

DG 7.9. - Interfaces

Il appartient à chaque entrepreneur, titulaire d'un lot, d'apprécier les limites de prestations et les interfaces entre chaque corps de métier à l'intérieur de son lot et de les gérer en parfaite coordination avec les autres titulaires.

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Le lot 4 fournira au lot 1 son plan de charpente, ses calculs de descente de charge, et son plan de réservation de porte et portillon
- Le lot 3 en coordination avec le lot 1 devra positionner ses évacuations d'eau préalablement à la réalisation du radier
- Le lot 3 fournira un plan de réservations précisant profondeur, et dimension au sol des chambres froides, afin que les décaissés réalisés par le lot 1 correspondent parfaitement.
- Le lot 3 fournira au lot 4, le poids des matériels installés dans les combles techniques.

Durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

DG 7.10. - Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 avec sa mise à jour, fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de ne travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

Textes de référence :

- *principes généraux de prévention* :
 - article L. 4121-2 du Code du travail.
- *plan de prévention* :
 - articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention) ;
 - article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT) ;
 - article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention) ;
 - arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux).
- *équipements de protection individuelle (EPI)* :
 - articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail ;
 - articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales) ;
 - articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information) ;
 - arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- *affichage obligatoire* :
 - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail.
- *coordination SPS* :
 - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail.
- *PPSPS* :
 - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail.
- *apprentis* :
 - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
 - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs).
- *travail en hauteur* :
 - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales) ;
 - article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers) ;

- article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier) ;
- décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur), décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil ;
- décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil ;
- NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513) ;
- NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515).

ARTICLE DG 7.11. - Gestion des déchets de chantier

L'entreprise titulaire aura à sa charge la gestion et le tri sélectif de tous les déchets d'emballages et de chantier, conformément aux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets, aux règlements sanitaires régional et départemental, ainsi que l'élimination des déchets.

Toutes les entreprises (titulaire, co-traitant, sous-traitant) s'acquitteront de leur obligation aux prescriptions relatives au tri sélectif en déposant leurs déchets pré-triés dans des bennes mises à disposition.

En fonction de la nature des déchets (classe 1 : dangereux ; classe 2 : industriels banals ; classe 3 : inertes), ceux-ci doivent être valorisés ou orientés vers un centre de stockage spécifique. Seuls les déchets ultimes peuvent être mis en décharge.

L'entreprise titulaire devra prendre en charge les démarches nécessaires pour le suivi des déchets (via Track déchet voir CCTP respectifs).

ARTICLE DG 8. - PREVENTION CONTRE L'INCENDIE

Le titulaire devra assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie comportant la présence obligatoire sur son chantier :

- d'un extincteur à mousse de 80 l efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins et véhicules employés.

De plus, il sera interdit d'allumer des feux nus sur le chantier.

Enfin, il devra désigner, pour le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils divers et chalumeaux.

ARTICLE DG 9. - INSTALLATION DE CHANTIER

Le titulaire du lot N° 1 devra la totalité des installations de chantier.

L'installation des baraquements se fera en accord avec le représentant du Maître d'œuvre ; ces installations seront définies lors de la réunion préalable réalisée avant ouverture du chantier.

Ces installations seront conformes aux préconisations du CCAP. Pour les installations relatives à l'hygiène et la sécurité du chantier, l'entrepreneur se référera au plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, joint à la consultation.

Ces installations seront mises à la disposition de toutes les entreprises (titulaires et sous-traitantes) et maintenues jusqu'à l'achèvement de l'opération aux frais du titulaire.

DG 9.1. - Clôture de chantier

Le titulaire du lot n°1 devra la fourniture et la pose d'une clôture de chantier constituée de panneaux de grillage simple torsion fixés sur poteaux et posés sur plots en béton, d'une hauteur de 2,00 m.

DG 9.2. - Panneau de chantier

Le titulaire du lot n°1 devra la mise en place du panneau de chantier réglementaire.

DG 9.3. - Conditions d'accessibilité au chantier

Les travaux se dérouleront sur terrain militaire, **le port de la carte BTP pour chaque ouvrier de façon apparente sera rendu obligatoire.**

Toutes les entreprises seront soumises au règlement particulier en usage sur ce terrain, ainsi qu'aux règles de circulation intérieure édictées par le Chef de Corps.

L'accès à la zone technique est soumis au contrôle d'accès, il conviendra de réaliser des démarches administratives pour les autorisations et l'acquisition d'un badge temporaire chaque jour travaillé directement au poste de contrôle de la base aérienne et ce durant toute la durée du chantier.

DG 9.4. - Raccordement aux réseaux

Le titulaire du lot N° 1 a à charge le raccordement aux différents réseaux des installations de chantier.

DG 9.5. - Signalisation

Une signalisation conforme aux spécifications du CCTG, fascicule 70, et adaptée à l'avancement du chantier (surtout lors des VRD) sera posée et maintenue en état sur la durée des travaux.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit ;
- et tous les autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

ARTICLE DG 9.6. - Réunions de chantier

Les réunions seront déterminées selon une fréquence et un horaire fixé par le maître d'œuvre. Elles se tiendront sur le site des travaux.

A l'issue, un compte rendu sera établi par le titulaire et transmis au maître d'œuvre.

ARTICLE DG 10. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés.

Les protections suivantes seront assurées :

- sur les surfaces livrées susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits utilisés ;
- sur les appareils et matériels électriques, armoires, cellules etc..

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

Les sols seront livrés aux entrepreneurs du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Pour ce qui concerne le nettoyage final, avant réception, le titulaire du lot N°2 devra :

- l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place ;
- le nettoyage des ouvrages ou équipements protégés ;
- le balayage et le lavage de tous les locaux ayant fait l'objet de travaux.

DG 10.1. - Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.